



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ :

2	0	2	0	-	4	0	6
---	---	---	---	---	---	---	---

Objet de la consultation :

**FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION CLÉ EN MAINS DES ÉQUIPEMENTS MULTIMÉDIAS
CONSTITUANT UN MUR NUMÉRIQUE DE PROJECTION DANS LES ESPACES DE L'AQUARIUM
TROPICAL DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

MARDI 12 JANVIER 2021 à 18h00

Marché de prestations de services passé **en procédure adaptée** en application
des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur : Établissement public du Palais de la Porte Dorée
Représentante du pouvoir adjudicateur : Madame Hélène ORAIN, Directrice Générale

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE
MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION
AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr
SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

ARTICLE 6 : VISITE DU SITE DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 7 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 8 : REMISE ÉLECTRONIQUE DES PLIS

ARTICLE 9 : SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES PLIS

ARTICLE 10 : NON-RESPECT DES DÉLAIS

ARTICLE 11 : ANALYSE ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 12 : CLAUSE ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de confier à un titulaire un marché pour la fourniture, la livraison et l'installation clé en mains d'équipements multimédias constituant un mur numérique de projection dans les espaces de l'Aquarium tropical de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

2.1 – Nature du marché

Le présent marché est un marché public de fournitures courantes et de prestations de services.

Les caractéristiques techniques principales du présent marché figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

2.2 – Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une durée ferme totale de dix-huit (18) mois.

Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et dûment notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de trois (3) mois.

2.3 – Modifications du marché

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

2.4 – Montant du marché

Le présent marché ne comporte qu'une part forfaitaire, dont les prix sont détaillés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) jointe en annexe de l'acte d'engagement (AE).

Les modalités de détermination des prix sont précisées dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du présent marché.

2.5 – Répartition en lots

Le présent marché n'est pas alloti, les fournitures et prestations associées à réaliser ayant un caractère homogène et non dissociable.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Mode de consultation

Le présent marché est passé selon une **procédure adaptée**, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

3.2 – Représentante de l'Établissement

La représentante de l'Établissement (pouvoir adjudicateur) est la Directrice générale de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée, Musée national de l'histoire de l'immigration, Aquarium tropical, Madame Hélène ORAIN.

3.3 – Nomenclature CPV

30200000-1 : matériels et fournitures informatiques.
 30237000-9 : pièces, accessoires et fournitures pour ordinateurs.
 30237300-2 : fournitures informatiques.
 32322000-6 : équipement multimédia.
 32321200-1 : équipement audiovisuel.

3.4 – Cotraitance et forme juridique du groupement

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique, tout opérateur économique peut présenter sa candidature et son offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, sous réserve de respecter les règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence. Dans ce cas, chaque membre du groupement est considéré comme un opérateur économique à part entière et doit se référer aux exigences du présent règlement de la consultation tant pour sa candidature que pour son offre.

En cas de groupement conjoint, le mandataire désigné pour représenter le groupement doit obligatoirement être solidairement responsable de chacun des membres du groupement pour l'exécution du présent marché. Ce mandataire désigné est la seule entité ou la seule personne physique habilitée à représenter le groupement ainsi constitué auprès de l'Établissement.

Chacun des membres du groupement conjoint pourra se faire rémunérer directement par l'Établissement les parties des prestations qu'il aura lui-même exécutées dans le cadre du présent marché, sous réserve que ce soit bien le mandataire qui transfère à l'Établissement les factures établies par chacun des membres du groupement.

En vertu des dispositions combinées des articles R. 2142-21 et R. 2151-7 du code de la commande publique, il est interdit à un même opérateur économique de présenter plusieurs candidatures et/ou plusieurs offres à la présente consultation en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements, que cet opérateur économique agisse en tant que mandataire désigné ou non. Il est également interdit à un même opérateur économique de présenter plusieurs candidatures et/ou plusieurs offres au sein de plusieurs groupements différents.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Les dispositions de l'article L. 2132-2 et des articles R. 2132-2 et suivants du code de la commande publique s'appliquent aux communications et aux échanges liés à la présente consultation.

Le DCE est mis gratuitement à la disposition des opérateurs économiques en téléchargement, exclusivement sur le site Internet suivant : www.marches-publics.gouv.fr.

4.1 – Composition du DCE

Le DCE est constitué des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe 1 (questionnaire à renvoyer complété),

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : En cas de groupement, la désignation des co-traitants membres du groupement titulaire (à compléter),
 - Annexe 2 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses trois (3) annexes regroupées en un seul document dénommé « Annexes au CCTP »,
- Un cadre de réponse ayant valeur de mémoire technique, à compléter par le soumissionnaire.

NB = Les opérateurs économiques devront impérativement répondre dans ces cadres, sous peine de rejet de leur offre.

4.2 – Variantes - Options

Dans le cadre de la présente consultation, et conformément aux dispositions de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, toute variante libre est **interdite** et aucune variante n'est imposée par l'Établissement.

Aucune option n'est prévue par l'Établissement.

4.3 – Modifications du DCE – Prolongation de la date limite de retour des offres

Les éventuels renseignements complémentaires demandés sur les documents de la consultation seront envoyés par l'Établissement aux opérateurs économiques six (6) jours au plus tard avant la date limite fixée pour le retour des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié et/ou complété par l'Établissement, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet et ce, jusqu'à la date limite de retour des offres fixée en page de garde.

Si, pendant l'étude du DCE par les candidats, la date limite pour la remise des candidatures et des offres est reportée, la disposition précédente sera applicable en fonction de cette nouvelle date.

La durée de la prolongation du délai de retour des candidatures et des offres sera proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées aux documents de la présente consultation.

ARTICLE 5 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres remises par les soumissionnaires dans le cadre de la présente consultation est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de retour des offres, telle que fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 6 : VISITE DU SITE DE L'ÉTABLISSEMENT

Dans le cadre du contexte sanitaire actuellement en place sur le territoire national au moment du lancement de la présente consultation, et compte tenu de la précision du CCTP et de ses annexes, la visite du site de l'Établissement, lieu d'exécution des prestations, est **facultative**. Le cas échéant, elle pourra se faire sur rendez-vous préalable à prendre auprès de Monsieur Gabriel PICOT, représentant l'Établissement (gabriel.picot@palais-portedoree.fr).

L'accueil au sein de l'Établissement se fera par l'entrée administrative (à droite de l'entrée principale matérialisée par des marches et de grandes grilles). Un badge visiteur sera systématiquement remis à chaque candidat contre une pièce d'identité à la borne d'accueil. Chaque candidat devra restituer ledit badge à l'issue de la visite. Pour des questions de sécurité, aucun bagage n'est accepté dans l'enceinte de l'Établissement.

ARTICLE 7 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres seront présentées sous pli unique. Le candidat devra obligatoirement présenter un dossier complet, rédigé en français, comprenant les informations et/ou documents listés ci-après.

7.1 – Éléments constitutifs de la candidature

La candidature comprendra obligatoirement les documents suivants :

1/ Une déclaration du candidat (Imprimé DC2) complétée par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, à la fois par le mandataire et par chacun des autres membres du groupement, mentionnant les réponses aux différentes rubriques ;

2/ En cas de groupement, une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (Imprimé DC1) ; Cette lettre de candidature et d'habilitation devra obligatoirement être complétée, datée et signée par une personne habilitée à engager l'opérateur économique mandataire ;

3/ Une liste de références récentes, de moins de cinq (5) ans, concernant le domaine des prestations objet du marché : ces prestations pourront avoir été réalisées pour des institutions publiques similaires à l'Établissement, culturelles ou non, ou des organismes privés ; le candidat devra indiquer les coordonnées des institutions ou organismes [publics ou privés] et celles de l'interlocuteur de ces institutions ou organismes que l'Établissement pourra éventuellement contacter ainsi que le montant total des prestations réalisées ;

4/ Les éventuels certificats ou attestations de bonne exécution des contrats ou marchés réalisés par le candidat correspondant aux références fournies, qui ont été délivrés par les institutions ou organismes, privés ou publics, donneurs d'ordres ;

5/ Le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires spécifique au domaine des prestations concerné par le présent marché pour les trois (3) dernières années ;

6/ Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

7/ Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il n'entre dans aucun des cas visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique relatifs aux interdictions de soumissionner ⁽¹⁾. L'Établissement invite chaque candidat à lui remettre cette déclaration sur l'honneur au moment du dépôt de sa candidature mais ne l'exigera que du seul soumissionnaire pressenti comme attributaire du marché, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-4 du code de la commande publique ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à titre gratuit sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/archives-2016-2019-formulaires-declaration-candidat>

Le candidat n'est pas obligé d'utiliser ces formulaires pour répondre à la phase candidatures de la présente consultation (points 1/ et 2/ ci-dessus) mais il doit obligatoirement adresser à l'Établissement l'ensemble des informations et renseignements qui sont mentionnés dans chacun de ces deux formulaires et au présent article.

NB = En cas de groupements et/ou de sous-traitance déclarée, les éléments de candidature devront être produits par tous les membres du groupement et par tous les sous-traitants éventuels.

⁽¹⁾ Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, l'Établissement souhaite attirer l'attention des candidats sur les interdictions de soumissionner, introduites dans le droit des marchés publics par la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de la présente consultation, seront exclus de plein droit de la procédure de passation du marché les candidats qui rentreront dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

Parmi ces cas, il est en particulier rappelé que ne pourront pas candidater à un marché public :

- Les personnes qui auront fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive prévue à l'article 225-1 du code pénal. Cette infraction est constituée par toute discrimination, c'est-à-dire toute distinction opérée entre les personnes physiques ou entre les personnes morales ;
- Les personnes qui auront fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- Les personnes qui n'auront pas respecté l'obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies :
 - Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle aura lieu le lancement de la procédure de passation, la négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail n'aura pas été menée ;
 - À la date à laquelle les personnes candidatent, elles n'auront pas réalisé ou engagé la régularisation de leur situation au regard de l'obligation de négociation fixée par cet article L. 2242-5.

Par ailleurs, pourront être exclus de la procédure de passation du marché, à la seule appréciation de l'Établissement, les candidats :

- Qui, au cours des trois années précédentes, auront dû verser des dommages et intérêts, auront été sanctionnés par une résiliation ou auront fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur (article L. 2141-7 du code de la commande publique) ;
- Qui, sur le fondement de l'article L. 2141-8 du code de la commande publique :
 - Soit auront entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'Établissement ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché ou auront fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
 - Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, auront eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne pourra y être remédié par d'autres moyens ;
- À l'égard desquels l'Établissement disposera d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'ils ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence (article L. 2141-9 du code de la commande publique) ;
- Qui, par leur candidature, créeront une situation de conflit d'intérêt, lorsqu'il ne pourra y être remédié par d'autres moyens. Constituera une telle situation, toute situation dans laquelle une personne qui participera au déroulement de la procédure de passation du marché ou sera susceptible d'en influencer l'issue aura, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance, dans le cadre de la procédure de passation du marché (article L. 2141-10 du code de la commande publique).

Les dossiers de candidature incomplets seront rejetés par l'Établissement, sous réserve de l'application par ce dernier des dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique lui permettant de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne seront pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à l'Établissement dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

7.2 – Éléments constitutifs de l'offre

L'offre devra obligatoirement comprendre, pour chaque lot, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété, daté et signé (avec apposition du cachet social) et ses annexes :
 - 1) Annexe 1 : la désignation des co-traitants éventuels membres du groupement titulaire (à compléter),
 - 2) Annexe 2 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complétée, datée et signée (avec apposition du cachet social),
- Une attestation datée et signée par le représentant légal du candidat ou toute personne habilitée, d'acceptation sans réserve et dans leur entier du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché, annexes comprises ;
- Le cadre de réponse joint au présent DCE complété, ayant valeur de mémoire technique, contenant obligatoirement les éléments et informations et/ou documents suivants :
 - 1) Le détail de la composition et de l'organisation de l'équipe du soumissionnaire dédiée pour la réalisation des prestations (profils complets et curriculum vitae) ;
 - 2) Le détail des moyens matériels du soumissionnaire dédiés à l'exécution des prestations et les fiches techniques des matériels à fournir dans le cadre du marché ;
 - 3) Le détail de la méthodologie générale que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre pour la réalisation des prestations ;
 - 4) La démarche qualité et les procédures de contrôle des prestations réalisées ;
 - 5) Une proposition de calendrier prévisionnel de réalisation des prestations ;
 - 6) La liste des revendeurs et/ou constructeurs auprès desquels le soumissionnaire se fournira pour l'approvisionnement des matériels, tels que visés en annexe au CCTP du marché ;
 - 7) Le détail des modalités liées aux approvisionnements des fournitures et matériaux.

Il est rappelé que la signature électronique par le soumissionnaire de l'acte d'engagement vaudra acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles constitutives du marché telles que visées ci-dessus. **La signature électronique par une personne n'étant pas dûment habilitée entraînera l'irrégularité de l'offre, laquelle sera éliminée par l'Établissement.**

Par ailleurs, en cas de sous-traitance envisagée, le soumissionnaire est invité, conformément aux dispositions de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, à indiquer la part du marché (montant maximum) qu'il entendra sous-traiter à des tiers et à fournir à cette fin, au moment du dépôt de son offre, le document DC4 (acte spécial de sous-traitance) dûment complété de toutes les informations nécessaires et requises pour l'agrément d'un sous-traitant (Identité du sous-traitant, indication et montant maximum des prestations sous-traitées, etc...), dûment daté et signé des parties concernées (sous-traitant et sous-traité).

Afin de faciliter la procédure d'attribution du marché, le soumissionnaire, bien que n'étant pas tenu de les fournir au stade de sa candidature, est également invité à remettre, dès le dépôt de son offre, les documents suivants :

- Une attestation d'assurance en cours de validité permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;

- Une copie conforme des attestations de régularité fiscale et sociale permettant aux entreprises de justifier de leur situation concernant leurs obligations déclaratives et de paiement en matière de cotisations et contributions sociales auprès de l'Urssaf, et d'impôts et taxes dus au Trésor public. Ces attestations sont établies au 31 décembre de l'exercice précédent la date de la remise des offres.
- Une copie d'un justificatif de l'inscription de la société au registre de la profession ou au registre du commerce, (Extrait K-bis de moins de trois [3] mois) avec les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société.
- Pour tout opérateur économique dont l'effectif est de vingt (20) salariés et plus, une copie de la déclaration annuelle de régularité de sa situation, au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, prévue aux articles L.5212-2 et L.5212-5 du code du travail, délivrée par l'autorité compétente (Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés [AGEFIPH]), telle que mentionné à l'article L.5214-1 du même code (en conformité avec l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats, pour l'attribution de marchés publics et des contrats de concession).

En tout état de cause, les documents listés ci-dessus, s'ils n'ont pas déjà été fournis à l'Établissement au moment du dépôt de l'offre, devront être fournis par le **soumissionnaire pressenti pour l'attribution du marché**, sur demande de l'Établissement, dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de cette demande.

À défaut de remise dans les délais par le soumissionnaire pressenti pour l'attribution du marché des documents demandés ou nécessaires à la notification du marché, ce dernier sera éliminé de la procédure pour ce motif. Dans ce cas, l'Établissement s'adressera alors au soumissionnaire dont l'offre aura été classée en deuxième position sur la base de l'analyse des offres qu'il aura menée.

NB = Ces documents seront également exigés du soumissionnaire pressenti pour l'attribution du marché en sa qualité de mandataire, ainsi que de chaque membre du groupement

L'Établissement écartera de la procédure, conformément aux dispositions de l'article L. 2152-1 du code de la commande publique, les offres irrégulières (sauf s'il décide de les régulariser), inacceptables ou inappropriées.

Au sens de L. 2152-2 du code de la commande publique, une **offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète ou qui méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale et environnementale.

Au sens de l'article L. 2152-3 de ce même code, une **offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public, tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Au sens de l'article L. 2152-4 de ce même code, une **offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences du pouvoir adjudicateur, tels que définis dans les documents de la consultation.

7.3 – Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes

- L'acte d'engagement est la pièce signée électroniquement et engageant contractuellement le soumissionnaire dans laquelle il présente son offre et adhère aux clauses que le pouvoir adjudicateur a rédigées, les autres pièces étant dispensées de signature et le paraphe n'étant pas nécessaire.

- L'acte d'engagement présentant l'offre devra être signé électroniquement par le représentant légal ou toute personne habilitée à engager la société soumissionnaire et devra, dans ce cas, être accompagné d'un pouvoir donné par la société au signataire de l'acte d'engagement. Le pouvoir sera alors daté et signé par la personne qui le donne et par celle qui l'accepte, les signatures devant être accompagnées des noms et qualité des signataires.
- L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que s'il veut renoncer au bénéfice de l'avance, lorsqu'elle est prévue, en application des dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, il devra le préciser dans l'acte d'engagement en rayant la mention inutile relative à cette avance.

ARTICLE 8 : REMISE ÉLECTRONIQUE DES PLIS

La candidature et l'offre devront être remises par voie dématérialisée dans les conditions définies ci-après. **Tous les documents déposés électroniquement devront être dûment datés et signés de façon électronique**, par le représentant légal ou toute personne dûment habilitée, préalablement à ce dépôt, conformément à l'article 9 ci-après.

8.1 – Généralités et réglementation

En application des dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations ayant lieu dans le cadre de la présente consultation doivent être effectués par voie électronique, sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13 dudit code.

En conséquence, la transmission des candidatures et des offres relatives à la présente consultation doit être réalisée par voie électronique.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'Établissement d'ouvrir les pièces transmises sans le concours du candidat, c'est-à-dire sans une intervention personnelle de ce dernier.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, dans le cas où plusieurs offres sont successivement transmises à l'Établissement par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par voie électronique par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

8.2 – Adresse de dépôt électronique des plis

8.2.1 – Dépôt obligatoire sur la plateforme des achats de l'État

Le dépôt électronique des plis devra obligatoirement et uniquement être effectué **sur la plateforme des achats de l'État (PLACE)** à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Tout dépôt des plis sur une autre plate-forme de dématérialisation ainsi que tout dépôt des plis sur un site internet ou envoi de ceux-ci à une adresse électronique est nul et non avenue.

Le candidat devra préalablement contrôler tout fichier constitutif de sa candidature et de son offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'Établissement pourra faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu par l'Établissement et le candidat en sera informé.

8.2.2 – Envoi d’une copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l’article R. 2132-11 du code de la commande publique, les candidats ou soumissionnaires qui transmettront leurs documents par voie électronique pourront adresser à l’Établissement, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents, établie selon les modalités prévues à l’arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Il s’agit d’une copie des fichiers électroniques, destinée à s’y substituer en cas d’anomalie.

La copie de sauvegarde pourra être transmise soit sous forme papier, soit sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-Rom, clé USB...) dans les mêmes délais impartis que pour le dépôt dématérialisé d’une candidature ou d’une offre. Dans ce cas, les documents devront être revêtus de la signature manuscrite s’il s’agit d’un support papier ou de la signature électronique si le support est électronique, du représentant légal de la société soumissionnaire ou de toute personne dûment habilitée à cet effet.

Quel que soit le support utilisé, cette copie de sauvegarde devra être transmise à l’adresse postale suivante :

Établissement public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l’histoire de l’immigration - Aquarium tropical
Service juridique
293, avenue Daumesnil
75012 Paris

L’enveloppe devra être cachetée et porter la mention suivante :

COPIE DE SAUVEGARDE MARCHÉ N° 2020-406

**FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION CLÉ EN MAINS D’ÉQUIPEMENTS MULTIMÉDIAS
CONSTITUANT UN MUR NUMÉRIQUE DE PROJECTION DANS LES ESPACES DE L’AQUARIUM
TROPICAL DE L’ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE**

NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER

ARTICLE 9 : SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES PLIS

Les documents composant les candidatures et les offres, transmis par voie électronique, devront obligatoirement être signés électroniquement, selon les modalités prévues à l’arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

La signature électronique devra reposer sur un certificat qualifié.

Le certificat de signature électronique qualifié entrera au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015 susvisée.

Le signataire utilisera le dispositif de création de signature électronique de son choix parmi ceux-ci.

9.1 – Validité de la procédure de signature

La validité de la procédure de vérification de signature se constatera par un contrôle fonctionnel qui portera, au minimum, sur les points suivants :

- 1° l'identité du signataire,
- 2° l'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées ci-dessus,
- 3° le respect du format de signature mentionné ci-dessus,
- 4° le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de signature,
- 5° l'intégrité du document signé.

9.2 – Mode de vérification

Ces vérifications pourront être effectuées de façon automatisée, à l'exception de la vérification de l'identité du signataire.

Le système utilisé pour valider la signature électronique fournira le résultat du processus de validation et permettra de détecter tout problème relatif à la sécurité.

9.3 – Mode d'emploi

Le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique sera mis gratuitement à disposition lors du dépôt du document signé.

Toutefois, lorsque le signataire utilise le certificat visé ci-dessus et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il sera dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

9.4 – Parapheur électronique

La signature électronique pourra être apposée au moyen d'un parapheur électronique.

Le parapheur électronique est un outil disposant de fonctions autorisant au moins le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne.

Chaque signature devra pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

ARTICLE 10 : NON-RESPECT DES DÉLAIS

Chaque opérateur économique souhaitant déposer un pli (candidature ou offre ou les deux) devra impérativement tenir compte des **délais électroniques d'acheminement et de dépôt sur l'outil « PLACE » (plate-forme des achats de l'État)** et devra suivre les préconisations indiquées en ce sens sur le site.

TRÈS IMPORTANT :

- ✓ L'attention des candidats est attirée sur le fait que les plis qui seraient parvenus hors délai seront éliminés par l'Établissement conformément aux dispositions des articles R. 2143-2 et R. 2151-5 du code de la commande publique.
- ✓ Le jour de la date limite de remise des plis ainsi que l'heure limite de remise sont indiqués sur la page de garde du présent document.

ARTICLE 11 : ANALYSE ET JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1 – Vérification et admission des candidatures

La vérification des candidatures se fera dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R. 2144-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions et modalités de leur admission ainsi que les cas d'élimination et d'exclusion des candidatures étant précisés à l'article 7.1 ci-dessus.

L'Établissement pourra, sur le fondement de l'article R. 2161-4 du code de la commande publique, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, il s'assurera que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectuera de manière impartiale et transparente, afin que le marché ne puisse pas être attribué à un soumissionnaire qui aurait dû être exclu ou qui ne remplirait pas les critères de sélection établis par l'Établissement.

Seront éliminés les candidats :

- Qui n'auront pas remis les justifications à produire explicitement demandées à l'article 7.1 ci-dessus, ou qui n'auront pas complété leur candidature après la demande formulée expressément par l'Établissement et dans les délais prescrits par lui ;
- Dont les garanties professionnelles et financières seront jugées insuffisantes (références non pertinentes, absence des qualifications professionnelles demandées ou références ne correspondant pas à ces qualifications...).

11.2 – Critères de jugement des offres

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du code de la commande publique, les offres régulières, acceptables et appropriées seront jugées selon les critères et sous critères énumérés ci-après, accompagnés de leur pondération :

Critères	Sous critères	(sur 100)
Valeur technique (60% de la note globale)	Le détail de la composition et de l'organisation de l'équipe dédiée pour la réalisation des prestations (profils complets et curriculum vitae)	15
	Le détail des moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations, accompagné des fiches techniques des matériels à fournir	10
	Le détail de la méthodologie générale que le soumissionnaire propose de mettre en œuvre pour la réalisation des prestations	25
	La démarche qualité et les procédures de contrôle des prestations réalisées	10
	Une proposition de calendrier prévisionnel de réalisation des prestations	10
	La liste des revendeurs et/ou constructeurs auprès desquels le soumissionnaire se fournira pour l'approvisionnement des matériels, tels que visés en annexe au CCTP du marché	20
	Le détail des modalités liées aux approvisionnements des fournitures et matériaux	10
<i>Total valeur technique</i>		100
Valeur financière (40% de la note globale)	Prix des prestations (Montant HT de la DPGF)	100
<i>Total valeur financière</i>		100

11.2.5 – Principes retenus pour la notation des offres

- Pour la valeur technique : Pour chaque lot, elle sera appréciée au regard du contenu (plus ou moins exhaustif) du mémoire technique. Excellent = note maximale ; puis un prorata de la note maximale sera attribué selon la qualité du contenu de l'offre suivante, prorata sur lequel sera appliqué le coefficient visé ci-dessus. La même modalité sera appliquée à chaque offre analysée.

Pour rappel, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, sauf décision contraire de l'Établissement au titre des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique autorisant, dans les procédures d'appels d'offres et les procédures adaptées sans négociation, tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition notamment qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Il est entendu dans ces cas que la régularisation des offres irrégulières ne pourra pas avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

- Pour la valeur financière : Pour chaque lot, la meilleure proposition financière (la moins élevée), évaluée sur la base du montant total hors taxe de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), recevra la note totale maximale (sur 100). La note ainsi obtenue sera ensuite pondérée selon le coefficient de la valeur financière, ce qui constituera sa note finale pondérée.

Pour le calcul de la valeur de l'offre des soumissionnaires suivants, la valeur financière sera calculée en appliquant la formule suivante : [(meilleure offre (= montant HT de la DPGF la moins élevée) / offre du soumissionnaire (= montant HT de sa DPGF)) x coefficient de pondération]. Le résultat obtenu constituera la note totale de ces soumissionnaires, qui sera ensuite pondérée selon le coefficient de la valeur financière.

11.2.6 – Précisions portant sur l'offre

Conformément à l'article R. 2152-3 du code de la commande publique, l'Établissement devra exiger du soumissionnaire qu'il justifie le prix ou les coûts dans son offre lorsque celle-ci semblera anormalement basse eu égard aux services à réaliser dans le cadre des prestations objet du marché, y compris pour la part du marché public qu'il envisagerait de sous-traiter.

Par ailleurs, l'Établissement pourra demander à tout soumissionnaire de préciser ou de compléter la teneur de son offre. Ces précisions ou ces compléments seront présentés par écrit et, en tant que de besoin, ultérieurement annexés à l'offre initiale. La non-production ou la remise hors délai de ces précisions et documents sera sanctionnée par l'Établissement dans l'analyse de l'offre.

11.2.7 – Rectification d'erreur et attribution du marché

En cas de différence constatée dans l'offre d'un soumissionnaire entre les prix figurant dans l'annexe financière et les indications portées dans l'acte d'engagement (AE), les prix indiqués à l'AE prévaudront.

Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, ce dernier sera invité à rectifier les montants incohérents. En cas de refus de sa part, son offre pourra être éliminée car considérée comme incohérente.

Le soumissionnaire ne sera définitivement retenu qu'à la condition de fournir, s'il ne l'a pas déjà fait au moment du dépôt de son offre, les certificats et attestations justifiant qu'il est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et plus généralement, l'ensemble des documents requis, en lieu et place de son ou ses attestations sur l'honneur. Il disposera d'un délai maximum de sept (7) jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'Établissement pour fournir ces documents. Ensuite, ces documents devront être fournis à l'Établissement par le titulaire, tous les six (6) mois et ce, pendant toute la durée de validité du marché qui lui aura ainsi été attribué.

11.3 - Phase de négociation

L'Établissement se réserve la possibilité d'engager (ou non) une négociation avec les soumissionnaires des trois (3) meilleures propositions classées en fonction des critères de jugement des offres, tels que visés au présent article. Cette phase sera effectuée par échanges de courriers électroniques.

ARTICLE 12 : CLAUSE ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

L'Établissement, sous l'impulsion d'un de ses ministères de tutelle (le Ministère de la Culture), a obtenu les labels « Diversité » et « Égalité », et souhaite mobiliser les opérateurs économiques dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé aux candidats de remplir, au moment du dépôt de leur offre, le questionnaire élaboré sur ces sujets et joint en annexe n°1 du présent règlement de la consultation.

Ce questionnaire n'a pas de valeur contraignante et ne sera pris en compte ni pour la sélection des candidatures ni pour le jugement des offres. Toutefois, **ce questionnaire renseigné devra être renvoyé par le titulaire dans les quinze (15) jours suivant la date de notification de son marché.**

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire devra ensuite actualiser ce questionnaire, dans les conditions fixées dans le CCP.

À titre supplémentaire, s'ils le souhaitent, les candidats pourront proposer tout projet permettant d'enrichir leur offre sociale.

ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Conformément à l'article R. 2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires éventuels sur la présente consultation seront envoyés par l'Établissement aux opérateurs économiques en ayant fait la demande au plus tard six (6) jours avant la date limite de retour des offres telle que visée en page de garde, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Dès lors, l'Établissement n'apportera pas d'éléments de réponse aux éventuelles questions posées en-deçà de ce délai de six (6) jours.

Toute demande de renseignements complémentaires sur la présente consultation devra être effectuée exclusivement sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Annexe n° 1 au règlement de la consultation (Questionnaire à compléter et à retourner avec l'offre)**Questionnaire - Clause « Égalité et Diversité »****Informations relatives au candidat/titulaire :**

Nom du candidat	
Nom et coordonnées du responsable des ressources humaines (RRH)	
Nom et coordonnées du référent en entreprise (si différent du RRH)	

I- Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

- 1) Préciser, pour le personnel affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes :
 _____ % et d'hommes _____ %
- 2) Préciser, pour le personnel encadrant affecté à la réalisation du marché, la proportion de femmes :
 _____ % et d'hommes _____ %
- 3) Préciser la proportion des personnes parmi celles affectées à l'exécution du marché, qui bénéficieront d'une formation de sensibilisation sur les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail :
 _____ %
- 4) Préciser les écarts moyens de rémunération existant entre les femmes et les hommes pour les personnels affectés à la réalisation de la prestation.

Indiquer, le cas échéant, les actions mises en œuvre par l'entreprise pour les réduire.

II - Prévention contre les discriminations

1) Votre entreprise est-elle engagée dans une démarche de prévention contre les discriminations et de promotion de la diversité ?

- Oui ☐
 Envisagé ☐
 Non ☐

2) Dans l'affirmative, comment cet engagement est-il formalisé ?

- Label ☐
 Charte ☐
 Accord (collectif ou individuel) ☐
 Autre : ☐

3) Quels sont les publics visés par vos actions, en interne à votre entreprise et dans vos relations extérieures ?

En interne à votre entreprise :

- Femmes ☐
 Jeunes (moins de 25 ans) ☐
 Seniors ☐
 Personnes éloignées de l'emploi ☐
 Autres : ☐

Dans vos relations extérieures (fournisseurs, prestataires, sous-traitants, etc.) :

- Femmes ☐
 Jeunes (moins de 25 ans) ☐
 Seniors ☐
 Personnes éloignées de l'emploi ☐
 Autres : ☐

4) Quel(s) levier(s) votre entreprise privilégie-t-elle ?

- Formation ☐
 Communication ☐
 Recrutement ☐
 Promotion ☐
 Autre : ☐

5) Pour quelle(s) raison(s) votre entreprise mène-t-elle ces actions ?

- Enjeu économique ☐
 Amélioration de la gestion des RH ☐
 Démarche de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ☐
 Valorisation de l'image ☐
 Autre : ☐